

# BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N° 18 – 11 mai 2023

## En bref

Plusieurs *think tank*, le FMI et la CEPAL prévoient une croissance de 5 % g.a. pour le PIB vénézuélien en 2023. Le Président du Venezuela, Nicolás Maduro, a assuré que la croissance du pays sera supérieure à ces 5 %. Selon l'*Observatoire Vénézuélien des Finances*, l'économie du Venezuela se serait contractée de -8,3 % g.a. au T1, après sept trimestres consécutifs de croissance.

## LE CHIFFRE À RETENIR

5 %

C'est la prévision de croissance pour l'économie vénézuélienne en 2023.

## Zoom sur : La mission du MEDEF à Caracas, Venezuela.

Une délégation du Mouvement international des entreprises de France (MEDEF) se rend à Caracas du 8 au 11 mai 2023.

La mission est présidée par M. Gérard Wolf, président de la *task force* Ville durable de Medef International et président de Brics Access (société spécialisée dans l'accompagnement des PME sur les marchés émergents). Le groupe était accompagné d'un fonctionnaire de la Direction Amériques de la DG Trésor, du CSER de Bogota, du bureau local des Conseillers de Commerce Extérieur de la France, du président de la Chambre de commerce, industrie et agriculture franco-vénézuélienne ainsi que des membres du bureau de Fedecamaras - Fédération des chambres et associations de commerce et de production. Cette mission exploratoire qui vient promouvoir le développement d'activités de coopération économique, commerciale et d'affaires entre la France et le Venezuela, a été organisée en réciprocité de la visite effectuée par Fedecamaras en novembre 2022 à Paris, où un MoU (*Memorandum of Understanding*) entre les deux organismes a été signé. Cette visite est encadrée par un programme intense de visites et de rencontres avec des entreprises privés et plusieurs administrations sectorielles vénézuéliennes, ce qui permettra de détecter des opportunités d'investissement dans des secteurs clés de l'économie et d'évaluer les possibilités existantes de partenariat avec des entreprises privées au Venezuela.

Mouvement  
des **Entreprises**  
de **France**



## BOLIVIE

**La Bolivie reconnaît des difficultés de liquidité en USD mais s'appuie sur la Loi sur l'or et envisage le recours au Yuan comme alternative.**

Dans son bilan de la première moitié de son mandat à la tête de l'État, le Président Luis Arce a admis hier soir qu'il y avait des difficultés de liquidité de Dollars sur le marché intérieur et a assuré que ce problème serait progressivement résolu grâce à la Loi sur l'or (« ley de oro »). Parallèlement, le Président a indiqué que son gouvernement considère la devise chinoise, le Yuan, comme une alternative pour faire des affaires. Il a évoqué les actions des pays voisins, tels que l'Argentine et le Brésil, pour commercer en Yuan plutôt qu'en Dollars étatsuniens. Suite à sa promulgation vendredi dernier, la Banque Centrale de Bolivie (BCB) a jusqu'au 5 juillet pour approuver le règlement de la loi 1503 sur l'or pour renforcer les réserves internationales. Les coopératives de mineurs concernées par cette loi ont menacé de se mobiliser si elles n'étaient pas prises en compte dans l'élaboration de ce document.

**Exportations de gaz menacées : un consortium international va investir 9 Mds USD dans un champ de gaz au Brésil.**

Le dernier avenant au contrat d'exportation de gaz bolivien vers le Brésil a été signé en mars 2020, il vise à prolonger le contrat jusqu'en 2026 avec un volume de vente quotidien compris entre 14 M m<sup>3</sup>/j et 20 M m<sup>3</sup>/j. Cependant, un consortium formé par la compagnie pétrolière norvégienne *Equinor*, la société hispano-

chinoise *Repsol Sinopec* et la société brésilienne *Petrobras* a annoncé lundi un investissement de 9 Mds USD dans le développement du champ gazier BM-C-33 au Brésil. *Equinor*, opérateur du projet, a annoncé que le projet devrait commencer à produire du gaz naturel à partir de 2028. Le champ BM-C-33 est situé dans les eaux profondes, au large de Rio de Janeiro, et contient des réserves récupérables de gaz naturel et de pétrole brut estimées à environ 1 Md de barils équivalent pétrole. La production débutera avec une plateforme flottante capable d'extraire 16 m<sup>3</sup> de gaz par jour, ce qui pourrait représenter 15 % de la demande de gaz du Brésil et réduirait le recours au gaz bolivien.

## COLOMBIE

| Indicateurs                   | Variation hebdomadaire | Variation en g.a. | Ce jour    |
|-------------------------------|------------------------|-------------------|------------|
| Bourse (COLCAP)               | -1,3 %                 | -24,2 %           | 1143,4 pts |
| Change COP/USD                | -0,2 %                 | +12,6 %           | 4 597,0    |
| Change COP/EUR                | -1,1 %                 | +16,7 %           | 5019,7     |
| Prix du baril colombien (USD) | +4,3 %                 | -33,1 %           | 71,4       |

**La réforme du travail impacterait négativement l'emploi formel, selon la Banque centrale.**

Si la réforme du travail est approuvée telle qu'elle a été déposée, le coût du travail augmenterait significativement, selon le



Groupe d'analyse du marché du travail de la Banque centrale. Le coût du travail augmenterait ainsi entre 3,2 % et 10,7 % du fait l'augmentation des salaires et entre 1,2 % et 1,9 % en raison de l'augmentation des indemnités (+92 % de leur valeur moyenne). Selon l'étude, la hausse de ces coûts pourrait amener à la disparition de 450 000 emplois formels et par conséquent impacter positivement le taux d'informalité du travail en Colombie. Ce dernier a légèrement augmenté et atteint 57,4 % début 2023.

### L'inflation ralentit en avril et atteint 12,8 % en glissement annuel.

En avril, l'inflation annuelle a légèrement ralenti et atteint 12,8 % (vs. un pic à 13,3 % en mars). Avec la hausse conséquente du taux directeur par la Banque centrale (aujourd'hui à 13,25 %), les experts s'attendent à ce que l'inflation atteigne les alentours du niveau cible (3 % ± 1 pt %) fin 2024. Si l'inflation alimentaire impacte encore considérablement la hausse générale des prix, celle-ci n'est pas le poste enregistrant les plus fortes hausses de prix en avril : la restauration et l'hôtellerie est en tête (18,6 %), suivie de l'alimentation (18,5 %) et du transport (16,8 %). Toutefois, l'inflation alimentaire reste le principal contributeur des pressions inflationnistes (du fait de son importance dans le panier de consommation), contribuant à hauteur de 3,8 pts % sur les 12,8 % d'inflation annuelle.

### Enchères pour des projets offshore de production d'énergie éolienne.

La Ministre des Mines et de l'Énergie, Irene Vélez, a annoncé des enchères pour des projets offshore de production d'énergie éolienne.

Celles-ci devraient être effectives en août et concerneraient une zone dans l'Atlantique, divisée entre quatre et six projets éoliens. C'est la première zone offshore de production d'énergie éolienne d'Amérique latine. La Ministre a également exprimé le potentiel d'exportation d'hydrogène vert vers le Portugal dans un objectif de distribution en Europe.

### Les offres des Etats-Unis pour des avions de combat et de l'armement.

Le Gouvernement colombien a reçu les propositions des Etats-Unis pour renouveler sa flotte d'avions militaires. La première offre porte sur 24 avions F16c (108 M USD chacun). Cette offre atteint au total 4,2 Mds USD avec trois livraisons entre 2028 et 2030. La deuxième offre concerne 16 avions F-16 (112 M USD chacun) avec un total atteignant 3,1 Mds USD. Les offres comprennent la formation, les simulateurs et la maintenance pendant trois ans. Au-delà, deux autres offres (178 M USD et 226 M USD) ont été faites pour des missiles. Selon les estimations, de telles offres pourraient générer jusqu'à 10 000 emplois supplémentaires et fournir à la Colombie la plus grande et plus puissante flotte d'avions d'Amérique latine.

### Les ventes de logement chutent de 55,3 % g.a. au T1.

En mars, 9 129 logements ont été vendus (-61,4 % g.a. soit -14 500 logements), selon Camacol. Ce niveau n'a pas été aussi bas depuis mai 2020, en plein cœur de la pandémie. Ainsi, au T1, les ventes de logements s'élèvent à près de 33 000 (-55,3 % g.a.). Toutefois, le T1 2022 enregistrerait un niveau record. Les ventes ont été affectées du côté demande comme du côté de l'offre. D'une part, les taux d'intérêts et donc de



financement particulièrement élevés et la hausse des coûts de construction rendent l'achat de logement nettement plus coûteux. D'autre part, la disponibilité des logements est réduite, conséquence de la fin du programme de subvention pour les logements non-sociaux et des retards dans le lancement du programme pour les logements sociaux. Les perspectives de ventes de logements sur 2023 sont revues à la baisse (125 600 logements vs. 183 000 auparavant) par *Bancolombia*.

## EQUATEUR

### Le Gouvernement annonce le rachat des obligations globales 2040.

Le Gouvernement a annoncé le lancement d'une nouvelle opération de rachat d'obligations souveraines via l'émission de nouvelles obligations dénommées officiellement « obligations de conservation de la réserve marine des Galápagos » ou « obligations bleues ». Il s'agit d'une émission de 656 M USD, assurée par le *Crédit Suisse*, qui a permis de racheter des obligations globales 2040 à 40% de leur valeur nominale, équivalentes à 1,6 Md USD. L'opération permettra de financer des projets de préservation de l'aire marine aux abords des îles Galápagos.

### Accord de libre-échange signé avec la Chine.

L'Équateur et la Chine ont signé un accord de libre-échange qui prévoit une baisse progressive (à horizon 15-20 ans) des droits de douane des produits concernés (essentiellement agroalimentaires, véhicules et produits

intermédiaires). Néanmoins, 820 produits – essentiellement des biens de consommation chinois – ont été exclus de l'accord. L'accord exclut également des volets investissements, marchés publics et propriété intellectuelle. En 2022, la Chine s'est consolidée comme la première destination des exportations (non-minières et non-pétrolières) équatoriennes.

## PEROU

### Le Pérou dépasse le Chili en termes d'attractivité minière malgré le manque d'investissement dans le secteur.

Les investissements miniers ont diminué de 5,5% en 2022 et le Ministère de l'Économie et des Finances prévoit qu'ils chuteront de 13,5% cette année, en raison de l'achèvement de la phase de construction de *Quellaveco* et du retard dans le lancement de nouveaux projets miniers. Cependant, le Pérou a encore de la marge pour continuer à attirer des investissements. Selon l'*Institut Fraser*, en 2022, le pays s'est hissé à la 34<sup>ème</sup> place sur 62 juridictions dans l'indice d'attractivité des investissements (vs. 42<sup>ème</sup> sur 84 juridictions en 2021). En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Pérou se classe 6<sup>ème</sup>, derrière des voisins proches tels que l'Argentine, le Brésil et l'Équateur. Le Pérou dépasse en outre le Chili (35<sup>ème</sup> place) dans l'indice d'attractivité minière.



## Le Pérou vise à remplir les conditions d'adhésion à l'OCDE d'ici 2026.

Le Pérou devrait remplir toutes les conditions d'adhésion à l'OCDE d'ici trois ans, selon le Ministère de l'Economie et des Finances. Le Ministre Alex Contreras a précisé que pour adhérer à l'OCDE, quatre composantes juridiques doivent être remplies : les accords internationaux, les décisions, les recommandations et les déclarations. Le Ministre a indiqué que le Pérou fera l'objet de deux évaluations techniques tenues par 24 comités et que le Pérou a accompli d'importants progrès sur les questions les plus sensibles, telles que celles relatives à la fiscalité. Entre le 31 mai et le 1<sup>er</sup> juin, la mission politique de l'OCDE présentera le premier projet de rapport au Ministre de l'Economie et au président de la Banque centrale. La discussion du rapport final entre les membres de l'OCDE aura lieu en juillet à Paris, et il devrait être publié entre août et septembre 2023.

## Le Gouvernement accordera jusqu'à 270 M USD pour la réactivation de travaux paralysés.

Le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé la mise en œuvre d'un projet d'investissement compris entre 190 M USD et 270 M USD pour réactiver les travaux paralysés. Ce projet de réactivation aura lieu entre juin et juillet 2023, selon le Ministre Alex Contreras. Ce dernier a fait souligner qu'en deux semaines, le Ministère du Logement, de la Construction et de l'Assainissement a réactivé des projets qui étaient bloqués depuis 12 ans. Selon lui, les travaux ayant le meilleur taux d'avancement seront priorisés. Un premier bilan de la mise en œuvre des projets bloqués sera effectué à la fin

du mois de juin et permettra de déterminer si des ajustements budgétaires seront nécessaires.

## VENEZUELA

### Signature d'un permis d'exportation de gaz naturel liquéfié.

Le Ministre du Pétrole et des Mines, Rafael Tellechea, a annoncé la signature du permis d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) pour l'usine de gaz Cardón IV. La signature a été faite en présence des représentants des compagnies pétrolières *ENI* et *Repsol*, respectivement italienne et espagnole.

### L'inflation a ralenti en avril.

L'inflation a significativement ralenti en avril, atteignant 2,5% sur le mois et 471% en g.a., selon l'*Observatoire Vénézuélien des Finances*. Ce ralentissement serait dû à la relative stabilité du taux de change (dépréciation de -0,9% du VES par rapport à l'USD) et la baisse des salaires réels. Les services ont connu la plus grande inflation sur le mois d'avril (12,4%), suivis de la restauration et hôtellerie (5,5%). Les prix de la location de logement ont, eux, diminué (-1,5%).

### Chevron augmente sa production de pétrole brut pour accélérer le recouvrement de la dette.

*Chevron* stimule la production de brut vénézuélien afin d'accélérer le recouvrement de la dette, s'élevant à 3 Mds USD, due par PDVSA, d'ici la fin 2025. Pour mémoire, en novembre 2022, les Etats-Unis ont délivré à *Chevron* une licence pour l'exportation de



pétrole brut uniquement vers les États-Unis. L'objectif de *Chevron* est de recouvrer près de 750 M USD de dette d'ici fin 2023 (actuellement, près de 220 M USD serait déjà recouverts). *Chevron* prévoit donc d'augmenter la production de brut à 160 000 bpj en 2023 et 200 000 bpj en 2024.

## Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

|                  | Population<br>(M) | PIB à prix<br>courants*<br>(Mds USD) | Croissance<br>du PIB |         | Compte<br>courant (en<br>% du PIB) | Dette<br>publique<br>brute<br>(en % du PIB) | IDH<br>(rang mondial) |                                    | Inflation<br>(%)                              |
|------------------|-------------------|--------------------------------------|----------------------|---------|------------------------------------|---|-----------------------|------------------------------------|---|
|                  | 2023 p            | 2023 p.                              | 2022                 | 2023 p. | 2023 p.                            | 2023 p.                                     | 2021                  | Variation<br>par rapport<br>à 2020 | Variation<br>en fin de<br>période,<br>2023 p. |
| <b>BOLIVIE</b>   | 12,13             | 46,1                                 | 3,2                  | 1,8     | -2,5                               | 82,3  | 118                   | +1                                 | 3,6   |
| <b>COLOMBIE</b>  | 52,16             | 334,7                                | 7,5                  | 1,0     | -5,1                               | 62,0  | 88                    | 0                                  | 8,4   |
| <b>EQUATEUR</b>  | 18,23             | 121,3                                | 3,0                  | 2,9     | 2,0                                | n.a.  | 95                    | +4                                 | 2,3   |
| <b>GUYANA</b>    | 0,794             | 16,3                                 | 62,3                 | 37,2    | 27,9                               | 29,8  | 108                   | +1                                 | 6,0   |
| <b>PEROU</b>     | 34,51             | 268,2                                | 2,7                  | 2,4     | -2,1                               | 33,0  | 84                    | +1                                 | 3,0   |
| <b>SURINAME</b>  | 0,624             | 3,5                                  | 1,3                  | 2,3     | -0,04                              | 112,2                                       | 99                    | -7                                 | 28,2  |
| <b>VENEZUELA</b> | 26,54             | 96,6                                 | 8,0                  | 5,0     | 5,0                                | n.a.  | 120                   | -2                                 | 250,0   |
| <b>ARGENTINE</b> | 46,76             | 641,1                                | 5,2                  | 0,2     | 1,0                                | 76,3  | 47                    | 0                                  | 88,0  |
| <b>BRESIL</b>    | 215,2             | 2 081,2                              | 2,9                  | 0,9     | -2,7                               | 88,4  | 87                    | -1                                 | 5,4   |
| <b>CHILI</b>     | 20,11             | 358,6                                | 2,4                  | -1,0    | -4,2                               | 36,6  | 42                    | +1                                 | 5,0   |
| <b>MEXIQUE</b>   | 131,2             | 1 663,2                              | 3,1                  | 1,8     | -1,0                               | 55,6  | 86                    | +2                                 | 5,0   |

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

\* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)